

u

Sous-commission paritaire pour les Etablissements et Services de santé.

Mise en œuvre de l'Accord- cadre 2001-2005 pour le secteur non-marchand de la Communauté française Wallonie-Bruxelles - 1^{ère} phase effective au 1^{er} octobre 2001

Convention collective de travail du 10 décembre 2001
applicable au **secteur des MILIEUX d'ACCUEIL d'ENFANTS**

Vu l'Accord-cadre 2001-2005 pour le secteur non-marchand de la Communauté française Wallonie-Bruxelles du 29 juin 2000, négocié entre le Gouvernement de la Communauté française et les représentants des organisations représentatives des Employeurs et des Travailleurs, il est convenu ce qui suit entre les parties signataires :

Article 1^{er} : La présente convention collective de travail s'applique aux Employeurs et aux Travailleurs des crèches, préguardiennats, services de gardiennes encadrées à domicile, maisons communales d'accueil de l'enfance, services de garde d'enfants malades à domicile, services d'accueil extrascolaire et des institutions et services similaires d'accueil d'enfants, ressortissant à la sous-commission paritaire pour les établissements et services de santé.

Article 2 : Par travailleur bénéficiaire des avantages prévus par la présente CCT, tels que précisés à l'article 4 suivant, il y a lieu d'entendre l'ensemble des travailleurs employés et ouvriers, masculins et féminins, occupés dans les institutions et services visés à l'article 1^{er}.

Article 3 : Pour les travailleurs occupés dans les institutions et services visés à l'article 1^{er} qui font l'objet d'une intervention financière à charge d'autres niveaux de Pouvoirs que la Communauté française Wallonie - Bruxelles, cosignataire de l'Accord-cadre du 29 juin 2000, le bénéfice de tout ou partie des avantages accordés par la présente CCT peut toutefois se voir différé jusqu'à ce que soient garantis les moyens requis pour ce faire.

Les modalités du report font l'objet d'une concertation menée dans le cadre d'un comité ad hoc, mis sur pied par la Sous-Commission paritaire pour les établissements et services de santé, auquel participeront des représentants autorisés des Employeurs et des Travailleurs visés à l'article 1^{er}.

Article 4 : En application des dispositions de l'Accord-cadre du 29 juin 2001, les parties signataires conviennent de :

1° UNE REVALORISATION BARÉMIQUE calculée en référence aux barèmes correspondants des agents des services du Gouvernement de la Communauté française, tels qu'établis par l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des services du Gouvernement de la Communauté française (M.B. 29 août 1996 - pp 22948 à 22976)

2° L'OCTROI DE 4 JOURS DE CONGÉ SUPPLÉMENTAIRES en sus des 20 jours légaux de vacances annuelles (régime de 5 jours/semaine).
Le bénéfice s'en voit proratisé au cas de travail à temps partiel.

3° L'OCTROI D'UN JOUR DE CONGÉ SUPPLÉMENTAIRE à l'occasion de la fête de la Communauté française Wallonie - Bruxelles.
Ce jour de congé supplémentaire est pris à la date annuelle du 27 septembre ou à tout autre jour ouvrable au cours de l'année, fixé de commun accord au sein de l'institution ou du service.

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.	
1 8 -02- 2002	1 8 -04- 2002	NR. 62123/6/30502 1

4

Article 5 : La revalorisation barémique visée à l'article 4, 1° constitue la première phase de l'harmonisation barémique globale que l'Accord-cadre du 29 juin 2000 prévoit de réaliser au bénéfice des divers sous-secteurs non-marchands relevant de la compétence de la Communauté française Wallonie-Bruxelles, en 5 phases successives étalées de 2001 à 2005.

Au terme du programme pluriannuel 2001/2005 ainsi fixé, l'objectif est de tendre à l'harmonisation au niveau des barèmes de la Sous-commission paritaire pour les Hôpitaux privés.

Article 6 :

§1 - En une première phase de réalisation au 1^{er} octobre 2001, les parties signataires conviennent de concrétiser l'effort barémique programmé en une mesure d'alignement des barèmes du personnel des milieux d'accueil d'enfants sur les barèmes correspondants de la RGB (Révision Générale des Barèmes) applicable à la fonction publique communautaire.

§2 - Selon les barèmes, l'alignement sur la RGB communautaire est totalement ou partiellement acquis, en fonction de l'importance du rattrapage barémique à couvrir.

§ 3 - Les barèmes définis à la présente CCT concernent respectivement le personnel d'encadrement - le personnel administratif et le personnel d'intendance.

» Le personnel d'encadrement :

Sont visées les fonctions suivantes :

- Infirmier(ère)s gradué(e)s - Assistant(e)s social(e)s - et autres gradué(e)s :

Référence RGB :	<u>Ancienneté</u>	<u>Barème</u>
	0 à 2 ans	250/3
	3 à 8 ans	251/3
	9 à 14 ans	252/3
	à partir de 15 ans	260/3

La mesure de revalorisation est calculée à 71 % de l'écart barémique à couvrir.

- Infirmier(ère)s breveté(e)s

Référence RGB :	<u>Ancienneté</u>	<u>Barème</u>
	0 à 2 ans	200/2
	3 à 8 ans	201/2
	9 à 14 ans	202/2
	à partir de 15 ans	210/2

La mesure de revalorisation est calculée à 71 % de l'écart barémique à couvrir.

- Puériculteur(trice)s

Référence RGB :	<u>Ancienneté</u>	<u>Barème</u>
	0 à 2 ans	300/2
	3 à 8 ans	301/2
	9 à 14 ans	302/2
	à partir de 15 ans	310/2

La mesure de revalorisation est calculée à 100 % de l'écart barémique à couvrir.

» Le personnel administratif

Est visée la fonction de rédacteur/trice

Référence RGB :	<u>Ancienneté</u>	<u>Barème</u>
	0 à 2 ans	200/1
	3 à 8 ans	201/1
	9 à 14 ans	202/1
	à partir de 15 ans	210/1

La mesure de revalorisation est calculée à 33,33 % de l'écart barémique à couvrir pour une ancienneté de 0 à 4 ans, à 25 % pour une ancienneté de 5 et 6 ans et à 16,67 % à partir de 7 ans d'ancienneté.

» Le personnel d'intendance

Sont visées les fonctions d'entretien et de cuisine

Référence RGB :	<u>Ancienneté</u>	<u>Barème</u>
	0 à 2 ans	400/2
	3 à 8 ans	401/2
	9 à 14 ans	402/2
	à partir de 15 ans	410/2

La mesure de revalorisation est calculée à 50 % de l'écart barémique à couvrir.

Article 7 :

§ 1 - Les barèmes visés à l'article 6 sont repris en annexe à la présente CCT.

Ils sont exprimés à la base annuelle 100 % (au 01/01/1990) en francs belges (montants valables jusqu'au 31 décembre 2001) et en euros. Ils font l'objet à la date d'entrée en vigueur de la présente CCT d'une liquidation à 126,82 % en liaison à l'indice-pivot 107,30 (base 1996 = 100).

§ 2 - Ils évoluent conformément aux dispositions de la *Loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements et subventions à charge du Trésor public.*

Article 8 : L'employeur applique l'ancienneté barémique prévue aux travailleurs occupés au sein de l'institution ou du service, indistinctement du statut de mise au travail ou du temps de travail presté.

Pour les travailleurs occupés au sein de l'institution ou du service qui ont exercé antérieurement à la prise d'effet de la présente convention collective de travail chez l'employeur et/ou les employeurs précédents des prestations dans le cadre des Programmes de Résorption du Chômage ou à temps partiel, la valorisation totale ou partielle de ces prestations peut toutefois se voir liée à la garantie de leur prise en charge subsidiée.

Article 9 : Lors d'un nouvel engagement et sous condition d'une prise en charge subsidiée suffisante à cet effet, l'employeur valorise l'ancienneté de carrière acquise chez les employeurs précédents indistinctement du statut de mise au travail ou du temps de travail presté, pour autant qu'elle couvre une expérience dans la même fonction, selon la qualification ou le diplôme requis, ou une expérience jugée équivalente.

Article 10 : Le salaire minimum garanti aux travailleurs est celui en vigueur pour les travailleurs ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les Etablissements et Services de santé.

A la base 100 % (au 01/01/1990), le montant s'élève à 37.710 francs belges par mois et à 229 francs belges par heure.

A la base 100 %, le montant s'élève à 934,81 euros par mois et à 5,6770 euros par heure.

Article 11 : La présente Convention Collective de Travail entre en vigueur au 1^{er} octobre 2001.

Les effets peuvent s'en voir reportés au 1^{er} janvier 2002 pour ce qui est de l'octroi des jours de congé supplémentaires prévus à l'article 4, 2^o et 3^o.

Article 12 : La présente Convention Collective de Travail est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée moyennant préavis de six mois notifié par courrier recommandé au Président de la Sous-Commission paritaire pour les Etablissements et Services de santé, qui en informe les parties signataires.

* * *

Mise en œuvre de l'Accord-cadre 2001 / 2005 pour le secteur non-marchand
de la Communauté française Wallonie - Bruxelles - 1ère phase effective au 1er octobre 2001

applicable au secteur des MILIEUX d'ACCUEIL d'ENFANTS

BAREMES

Base annuelle à 100 %
revalorisée au 1^{er} OCTOBRE 2001

Montants exprimés à 100 % (au 01/01/1990)

Personnel d'encadrement								
infirmier/ère - A.S. et autres gradué(e)s (1)			Infirmier/ère breveté(e) (2)			puériculteur/trice (3)		
	francs belges	euros		francs belges	euros		francs belges	euros
ancien neté 23/0	673.550	16696,85	20/0	573.867	14225,80	18/0	522.000	12940,04
1	684.974	16980,06	1	584.777	14496,24	1	528.000	13088,78
2	696.398	17263,27	2	595.687	14766,69	2	534.000	13237,51
3	724.863	17968,88	3	609.437	15107,54	3	547.000	13559,78
5	747.036	18518,53	5	630.641	15633,19	5	557.400	13817,59
7	769.209	19068,19	7	652.878	16184,42	7	567.800	14075,39
9	832.533	20637,96	9	682.086	16908,46	9	594.700	14742,23
11	854.706	21187,62	11	708.454	17562,11	11	605.100	15000,04
13	876.879	21737,27	13	733.789	18190,16	13	615.500	15257,85
15	916.447	22718,13	15	770.485	19099,82	15	642.400	15924,68
17	938.620	23267,78	17	795.820	19727,87	17	652.800	16182,49
18	963.559	23886,00						
19	984.931	24415,80	19	821.156	20355,93	19	663.200	16440,30
21	1.006.303	24945,60	21	846.492	20983,98	21	673.600	16698,11
23	1.027.675	25475,40	23	871.827	21612,03	23	684.000	16955,92
25	1.049.047	26005,20	25	897.163	22240,08	25	694.400	17213,73
27	1.070.832	26545,22	27	922.498	22868,13	27	704.800	17471,54
29	1.086.807	26941,23	29	947.834	23496,19	29	715.200	17729,34
			31	965.939	23945,00			

- Conformément aux dispositions prévues aux articles 4 à 6 de la CCT du 10 décembre 2001, les barèmes ci-dessus sont calculés en référence la RGB - Révision Générale des Barèmes applicable aux agents des Services du Gouvernement de la Communauté française :

Progression RGB :

	Barème (1)	Barème (2)	Barème (3)
Ancienneté :			
0 - 2ans	250/3	200/2	300/2
3 - 8 ans	251/3	201/2	301/2
9 - 14ans	252/3	202/2	302/2
15 ans et plus	260/3	210/2	310/2

La revalorisation intervenue en 1^{ère} phase de l'Accord 2001/2005 couvre un alignement partiel ou total sur la RGB de la fonction publique communautaire selon l'importance de l'écart à rattraper :

Barèmes (1) et (2) : rattrapage partiel à 71 %

Barème (3) : rattrapage total à 100 %

- Il n'est pas prévu de modification en ce qui concerne le barème de l'instituteur/tricematernel(le)

Mise en œuvre de l'Accord-cadre 2001 / 2005 pour le secteur non-marchand
 de la Communauté française Wallonie - Bruxelles - 1ère phase effective au 1er octobre 2001

applicable au secteur des MILIEUX d'ACCUEIL d'ENFANTS

BAREMES

Base annuelle à 100 %
 revalorisée au 1^{er} OCTOBRE 2001

Montants exprimés à 100 % (au 01/01/1990)

Personnel administratif Niveau rédacteur (4)			Personnel d'intendance Entretien et cuisine (5)		
	francs belges	euros		francs belges	euros
20/0	482.011	11948,74	18/0	474.511	11762,81
1	485.677	12039,63	1	477.511	11837,18
2	489.344	12130,51	2	480.511	11911,54
3	496.197	12300,39	3	491.511	12184,23
5	499.284	12376,92	5	492.711	12213,97
7	502.247	12450,37	7	493.911	12243,72
9	527.729	13082,05	9	510.861	12663,90
11	552.545	13697,24	11	512.061	12693,65
13	574.794	14248,76	13	513.261	12723,40
15	600.127	14876,76	15	530.961	13162,17
17	621.958	15417,93	17	532.161	13191,91
19	644.206	15969,46	19	533.361	13221,66
21	666.455	16520,98	21	534.561	13251,41
23	688.695	17072,30	23	535.761	13281,16
25	710.943	17623,83	25	536.961	13310,90
27	733.192	18175,35	27	538.161	13340,65
29	755.440	18726,88			
31	759.691	18832,25			

- Conformément aux dispositions prévues aux articles 4 à 6 de la CCT du 10 décembre 2001, les barèmes ci-dessus sont calculés en référence la RGB - Révision Générale des Barèmes applicable aux agents des Services du Gouvernement de la Communauté française :

Progression RGB :

		Barème (4)	Barème (5)
Ancienneté :	0 - 2ans	200/1	400/2
	3 - 8ans	201/1	401/2
	9 - 14ans	202/1	402/2
	15 ans et plus	210/1	410/2

La revalorisation intervenue en 1^{ère} phase de l'Accord 2001/2005 couvre un alignement partiel ou total sur la RGB de la fonction publique communautaire selon l'importance de l'écart à rattraper :

Barème (4) : rattrapage partiel échelonné de 33,33 % (ancienneté de 0 à 4 ans) à 25 % (ancienneté 5 ans) et 16,67 % à partir de 7 ans d'ancienneté,

Barème (5) : rattrapage partiel à 50 %

- Salaires minimum garanti à 21 ans : 37.710 francs par mois ou 934,81 euros
 (à 100 %) 229 francs par heure ou 5,6770 euros

Mise en œuvre de l'Accord-cadre 2001 / 2005 pour le secteur non-marchand
de la Communauté française Wallonie - Bruxelles - 1ère phase effective au 1er octobre 2001

applicable au secteur des MILIEUX d'ACCUEIL d'ENFANTS

BAREMES

Montant mensuel indexé
- Revalorisation au 1^{er} OCTOBRE 2001 -

Indice - pivot : 107,30 (1996=100)
Pourcentage de liquidation : **126,82%**
En vigueur à partir du 1/6/2001

Personnel d'encadrement								
infirmier/ère - A.S. et autres gradué(e)s (1)			Infirmier/ère breveté(e) (2)			puériculteur/trice (3)		
ancien neté 23/0	francs belges	euros		francs belges	euros		francs belges	euros
	71.183	1764,58	20/0	60.648	1503,43	18/0	55.167	1367,55
1	72.390	1794,51	1	61.801	1532,01	1	55.801	1383,27
2	73.598	1824,44	2	62.954	1560,59	2	56.435	1398,98
3	76.606	1899,01	3	64.407	1596,62	3	57.809	1433,04
5	78.949	1957,10	5	66.648	1652,17	5	58.908	1460,29
7	81.293	2015,19	7	68.998	1710,42	7	60.007	1487,53
9	87.985	2181,09	9	72.085	1786,94	9	62.850	1558,01
11	90.328	2239,18	11	74.872	1856,02	11	63.949	1585,25
13	92.672	2297,27	13	77.549	1922,40	13	65.048	1612,50
15	96.853	2400,93	15	81.427	2018,53	15	67.891	1682,97
17	99.196	2459,02	17	84.105	2084,91	17	68.990	1710,22
18	101.832	2524,35						
19	104.091	2580,34	19	86.783	2151,28	19	70.089	1737,47
21	106.349	2636,33	21	89.460	2217,66	21	71.188	1764,71
23	108.608	2692,32	23	92.138	2284,03	23	72.287	1791,96
25	110.867	2748,32	25	94.815	2350,41	25	73.387	1819,20
27	113.169	2805,39	27	97.493	2416,78	27	74.486	1846,45
29	114.857	2847,24	29	100.170	2483,16	29	75.585	1873,70
			31	102.084	2530,59			

- Conformément aux dispositions prévues aux articles 4 à 6 de la CCT du 10 décembre 2001, les barèmes ci-dessus sont calculés en référence la RGB - Révision Générale des Barèmes applicable aux agents des Services du Gouvernement de la Communauté française :

Progression RGB :

Ancienneté :	Barème (1)	Barème (2)	Barème (3)
0 - 2ans	250/3	200/2	300/2
3 - 8 ans	251/3	201/2	301/2
9 - 14ans	252/3	202/2	302/2
15 ans et plus	260/3	210/2	310/2

La revalorisation intervenue en 1^{ère} phase de l'Accord 2001/2005 couvre un alignement partiel ou total sur la RGB de la fonction publique communautaire selon l'importance de l'écart à rattraper :

Barèmes (1) et (2) : rattrapage partiel à 71 %

Barème (3) : rattrapage total à 100 %

- Il n'est pas prévu de modification en ce qui concerne le barème de l'instituteur/tricematernel(le)

4

Mise en œuvre de l'Accord-cadre 2001 / 2005 pour le secteur non-marchand
 de la Communauté française Wallonie - Bruxelles - 1ère phase effective au 1er octobre 2001

applicable au secteur des MILIEUX d'ACCUEIL d'ENFANTS

BAREMES

Montant mensuel ou salaire horaire indexés
 - Revalorisation au 1^{er} OCTOBRE 2001 -

Indice - pivot : 107,30 (1996=100)
 Pourcentage de liquidation : 126,82 %
 En vigueur à partir du 1/6/2001

Personnel administratif Niveau rédacteur (4)			Personnel d'intendance entretien et cuisine (5)					
ancien neté			Par mois			Par heure		
	francs belges	euros		francs belges	euros		francs belges	euros
20/0	50.941	1262,78	18/0	50.148	1243,13	18/0	304,54	7,5494
1	51.328	1272,39	1	50.465	1250,99	1	306,47	7,5971
2	51.715	1281,99	2	50.782	1258,85	2	308,39	7,6448
3	52.440	1299,95	3	51.944	1287,67	3	315,45	7,8199
5	52.766	1308,03	5	52.071	1290,81	5	316,22	7,8389
7	53.079	1315,80	7	52.198	1293,96	7	316,99	7,8580
9	55.772	1382,55	9	53.989	1338,36	9	327,87	8,1277
11	58.395	1447,57	11	54.116	1341,51	11	328,64	8,1468
13	60.746	1505,86	13	54.243	1344,65	13	329,41	8,1659
15	63.423	1572,23	15	56.114	1391,02	15	340,77	8,4475
17	65.731	1629,42	17	56.240	1394,17	17	341,54	8,4666
19	68.082	1687,71	19	56.367	1397,31	19	342,31	8,4857
21	70.433	1745,99	21	56.494	1400,45	21	343,08	8,5048
23	72.784	1804,26	23	56.621	1403,60	23	343,85	8,5239
25	75.135	1862,54	25	56.748	1406,74	25	344,62	8,5430
27	77.486	1920,83	27	56.875	1409,88	27	345,39	8,5621
29	79.837	1979,12						
31	80.287	1990,26						

- Conformément aux dispositions prévues aux articles 4 à 6 de la CCT du 10 décembre 2001, les barèmes ci-dessus sont calculés en référence la RGB - Révision Générale des Barèmes applicable aux agents des Services du Gouvernement de la Communauté française :

Progression RGB :

	Barème (4)	Barème (5)
Ancienneté : 0 - 2ans	200/1	400/2
3 - 8ans	201/1	401/2
9 - 14ans	202/1	402/2
15 ans et plus	210/1	410/2

La revalorisation intervenue en 1^{ère} phase de l'Accord 2001/2005 couvre un alignement partiel ou total sur la RGB de la fonction publique communautaire selon l'importance de l'écart à rattraper :

Barème (4) : rattrapage partiel échelonné de 33,33 % (ancienneté de 0 à 4 ans) à 25 % (ancienneté 5 ans) et 16,67 % à partir de 7 ans d'ancienneté,

Barème (5) : rattrapage partiel à 50 %

- Salaire minimum garanti à 21 ans : 47.824 francs par mois ou 1185,52 euros
 290,42 francs par heure ou 7,1995 euros

Paritair Subcomité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten.

Uitvoering van het kaderakkoord 2001-2005 voor de non-profitsector van de Franse gemeenschap Wallonië-Brussel - 1° fase effectief op 1 oktober 2001

Collectieve arbeidsovereenkomst van 10 december 2001 voor de sector van de ~~DIENTEN VOOR KINDEROPVANG~~ „Milieux d'Accueil d'Enfants”

Gelet op het kaderakkoord 2001-2005 voor de non-profitsector van de Franse gemeenschap Wallonië-Brussel van 29 juni 2000, gesloten tussen de Regering van de Franse gemeenschap en de vertegenwoordigers van de representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties, wordt tussen de ondertekende partijen het volgende overeengekomen:

Artikel 1 : Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en werknemers van de kinderkribben, peutersuizen, diensten voor omkaderde thuisoppas, gemeentelijke huizen voor kinderopvang, diensten voor thuisoppas van zieke kinderen, diensten voor buitenschoolse kinderopvang en gelijkaardige inrichtingen en diensten voor kinderopvang die ressorteren onder het paritair subcomité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten.

Artikel 2 : Als werknemers die recht hebben op de voordelen bepaald in het volgende artikel 4 van deze CAO, moeten worden beschouwd allemannelijke en vrouwelijke bedienden en arbeiders, tewerkgesteld in de in artikel 1 opgesomde inrichtingen en diensten.

Artikel 3 : Evenwel kan voor de werknemers die tewerkgesteld zijn in de in artikel 1 opgesomde inrichtingen en diensten maar die ten laste vallen van andere overheden dan de Franse gemeenschap Wallonië-Brussel, medeondertekenaar van het kaderakkoord van 29 juni 2000, de toekenning van het geheel of een deel van de door deze CAO toegekende voordelen uitgesteld worden tot de hiervoor nodige middelen gewaarborgd worden.

Over de modaliteiten van dit uitstel zal worden overlegd in een comité ad hoc dat zal worden opgericht door het paritair subcomité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten en dat zal bestaan uit de gemachtigde vertegenwoordigers van werkgevers en werknemers vermeld in artikel 1.

Artikel 4 : Bij toepassing van de bepalingen van het kaderakkoord van 29 juni 2001 komende ondertekende partijen overeen de volgende voordelen toe te kennen:

1° EEN HERWAARDERING VAN DE LOONSCHALEN berekend op basis van de overeenstemmende loonschalen van de personeelsleden van de diensten van de Regering van de Franse gemeenschap, zoals vastgesteld door het *Besluit van de Regering van de Franse gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap* (B.S. 29 augustus 1996 - blz. 22948 tot 22976.

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR.
18-02-2002	8-04-2002	N° 62 23 6 30502

2° DE TOEKENNING VAN 4 BIJKOMENDE VAKANTIEDAGEN bovenop de 20 wettelijke vakantiedagen per jaar (stelsel van de vijf dagenweek).
In geval van deeltijdse arbeid wordt dit voordeel toegekend pro rata temporis.

3° DE TOEKENNING VAN EEN BIJKOMENDE VAKANTIEDAG ter gelegenheid van het feest van de Franse gemeenschap Wallonië-Brussel.
Deze bijkomende vakantiedag wordt jaarlijks genomen op 27 september of op gelijk welke andere werkdag in de loop van het jaar, in gemeen overleg vastgelegd in de inrichting of dienst.

Artikel 5 : De herwaardering van de loonschalen waarvan sprake in het artikel 4, 1° is de eerste van 5 opeenvolgende fasen van de harmonisering van de loonschalen waarin het kaderakkoord van 29 juni 2000 voorziet ten gunste van de verschillende subsectoren van de non-profit die tot de bevoegdheid behoren van de Franse Gemeenschap Wallonië-Brussel, gespreid over de periode van 2001 tot 2005.

Het is de bedoeling om, na de verwezenlijking van het aldus vastgelegde meerjarenprogramma 2001/2005, tot een harmonisering te komen op het niveau van het paritair subcomité voor de privé-ziekenhuizen.

Artikel 6 :

§ 1 - In een eerste fase, die van kracht wordt op 1 oktober 2001, komen de ondertekenende partijen overeen de inspanning te concretiseren die moet leiden tot het gelijkschakelen van de loonschalen van het personeel van de diensten voor kinderopvang met de overeenstemmende loonschalen van de AHL (Algemene Herziening van de Loonschalen) voor het overheidspersoneel van de gemeenschap.

§ 2 - Volgens de loonschalen wordt de gelijkschakeling met de ALH geheel of gedeeltelijk verworven, afhankelijk van de grootte van de inhaalbeweging.

§ 3 - De in deze CAO vastgestelde loonschalen hebben respectievelijk betrekking op het omkaderingspersoneel, het administratiefpersoneel en het intendancepersoneel.

Het pmkaderingspersoneel :

Het gaat om de volgende functies :

- Gegradueerde verpleegsters (verplegers) - Maatschappelijk werk(st)ers - en andere gegraduateerden:

Referentie AHL:	<u>Anciënniteit</u>	<u>Loonschaal</u>
	0 tot 2 jaar	250/3
	3 tot 8 jaar	251/3
	9 tot 14 jaar	252/3
	vanaf 15 jaar	260/3

De herwaarderingsmaatregel wordt berekend op 71 % van het te overbruggen verschil.

- Gebrevetteerde verpleegsters(verplegers)

Referentie AHL:	<u>Anciënniteit</u>	<u>Loonschaal</u>
	0 tot 2 jaar	200/2
	3 tot 8 jaar	201/2
	9 tot 14 jaar	202/2
	vanaf 15 jaar	210/2

De herwaarderingsmaatregel wordt berekend op 71 % van het te overbruggen verschil.

- Kinderverzorg(st)er

Referentie AHL:	<u>Anciënniteit</u>	<u>Loonschaal</u>
	0 tot 2 jaar	300/2
	3 tot 8 jaar	301/2
	9 tot 14 jaar	302/2
	vanaf 15 jaar	310/2

De herwaarderingsmaatregel wordt berekend op 100% van het te overbruggen verschil.

Het administratief personeel

Het gaat om de functie van opsteller(ster)

Referentie AHL:	<u>Anciënniteit</u>	<u>Loonschaal</u>
	0 tot 2 jaar	200/1
	3 tot 8 jaar	201/1
	9 tot 14 jaar	202/1
	vanaf 15 jaar	210/1

De herwaarderingsmaatregel wordt berekend op 33,33 % van het te overbruggen verschil voor een anciënniteit van 0 tot 4 jaar, op 25 % voor een anciënniteit van 5 en 6 jaar en op 16,67 % vanaf 7 jaar anciënniteit.

Het intendancepersoneel

Het gaat om de onderhouds- en keukenfuncties

Referentie AHL:	<u>Anciënniteit</u>	<u>Loonschaal</u>
	0 tot 2 jaar	400/2
	3 tot 8 jaar	401/2
	9 tot 14 jaar	402/2
	vanaf 15 jaar	410/2

De herwaarderingsmaatregel wordt berekend op 50 % van het te overbruggen verschil.

Artikel 7 :

§ 1 - De loonschalen waarvan sprake in artikel 6 worden als bijlage bij deze CAO gevoegd. Zij geven de lonen weer op jaarbasis 100 % (op 01/01/1990) in Belgische franken (bedragen geldig tot 31 december 2001) en in euros. Op de datum van inwerkingtreding van deze CAO worden ze uitbetaald tegen 126,82 % en gekoppeld aan het spilindexcijfer 107,30 (basis 1996 = 100).

§ 2 - Zij evolueren overeenkomstig de bepalingen van de *Wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.*

Artikel 8 : De werkgever past de voorziene loonschaalanciënniteit toe op de werknemers die in de inrichting of dienst tewerkgesteld zijn, ongeacht het tewerkstellingsstatuut of de gepresteerde arbeidstijd.

Voor de in de inrichting of dienst tewerkgestelde werknemers die voor de inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst bij de werkgever en/of bij vorige werknemers deeltijdse prestaties of prestaties in het kader van de programma's ter beperking van de werkloosheid hebben verricht, kan de gehele of gedeeltelijke valorisatie van deze prestaties echter afhankelijk zijn van de waarborg dat zij door de subsidiërende overheid ten laste zullen worden genomen.

Artikel 9 : Bij een nieuwe indienstneming en op voorwaarde van een voldoende tenlasteneming door de subsidiërende overheid, valoriseert de werkgever de bij de vorige werkgevers verworven loopbaananciënniteit, ongeacht het tewerkstellingsstatuut of de gepresteerde arbeidstijd, voor zover zij een ervaring dekt in dezelfde functie, volgens de vereiste bekwaamheid of het gevraagde diploma, of een ervaring die als gelijkwaardig wordt beschouwd.

Artikel 10 : Het gewaarborgd minimumloon voor de werknemers is hetzelfde als het geldende minimumloon voor de werknemers die ressorteren onder het paritair subcomité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten.

Aan basis 100 % (op 01/01/1990) belooft dit 37.710 BEF per maand en 229 BEF per uur.

Aan basis 100 % is dit 934,81 EUR per maand en 5,6770 EUR per uur.

Artikel 11 : Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 oktober 2001. Voor wat betreft de toekenning van de bijkomende vakantiedagen voorzien in het artikel 4, 2° en 3°, kan de uitwerking worden uitgesteld tot 1 januari 2002.

Artikel 12 : Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor onbepaalde duur. Zij kan worden opgezegd mits een opzeggingstermijn van zes maanden, betekend door middel van een aangetekende brief gericht aan de Voorzitter van het paritair subcomité voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten die er de ondertekende partijen van op de hoogte brengt.

**Uitvoering van het raamakkoord 2001 / 2005 voor de non-profitsector van de Franse
 Gemeenschap Wallonië - Brussel - 1^{ste} fase effectief op 1 oktober 2001**

van toepassing op de sector 'MILIEUX D'ACCUEIL D'ENFANTS'

LOONSCHALEN

**Jaarbasis aan 100 %
 herzien op 1 OKTOBER 2001**

**Bedragen uitgedrukt aan 100 %
 (op 01/01/1990)**

Omkaderingspersoneel								
Verpleegkundige - S.A. en andere gegradueerden (1)			Gebrevetteerd verpleegkundige (2)			Kinderverzorg(st)er (3)		
	Belgische frank	Euro		Belgische frank	Euro		Belgische frank	Euro
ancienniteit 23/0	673.550	16696,85	20/0	573.867	14225,80	18/0	522.000	12940,04
1	684.974	16980,06	1	584.777	14496,24	1	528.000	13088,78
2	696.398	17263,27	2	595.687	14766,69	2	534.000	13237,51
3	724.863	17968,88	3	609.437	15107,54	3	547.000	13559,78
5	747.036	18518,53	5	630.641	15633,19	5	557.400	13817,59
7	769.209	19068,19	7	652.878	16184,42	7	567.800	14075,39
9	832.533	20637,96	9	682.086	16908,46	9	594.700	14742,23
11	854.706	21187,62	11	708.454	17562,11	11	605.100	15000,04
13	876.879	21737,27	13	733.789	18190,16	13	615.500	15257,85
15	916.447	22718,13	15	770.485	19099,82	15	642.400	15924,68
17	938.620	23267,78	17	795.820	19727,87	17	652.800	16182,49
18	963.559	23886,00						
19	984.931	24415,80	19	821.156	20355,93	19	663.200	16440,30
21	1.006.303	24945,60	21	846.492	20983,98	21	673.600	16698,11
23	1.027.675	25475,40	23	871.827	21612,03	23	684.000	16955,92
25	1.049.047	26005,20	25	897.163	22240,08	25	694.400	17213,73
27	1.070.832	26545,22	27	922.498	22868,13	27	704.800	17471,54
29	1.086.807	26941,23	29	947.834	23496,19	29	715.200	17729,34
			31	965.939	23945,00			

- Overeenkomstig de bepalingen in artikel 4 tot 6 van de CAO van 10 december 2001 worden de hierboven vermelde bedragen berekend met verwijzing naar de "RGB" - Révision Générale des Barèmes van toepassing op de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap:

Vooruitgang RGB:

	Loonschaal (1)	Loonschaal (2)	Loonschaal (3)
Ancienniteit:			
0 - 2 jaar	250/3	200/2	300/2
3 - 8 jaar	251/3	201/2	301/2
9 - 14 jaar	252/3	202/2	302/2
15 jaar en meer	260/3	210/2	310/2

De opwaardering die is gebeurd in de 1^{ste} fase van het Akkoord 2001/2005 dekt een gedeeltelijke of totale aanpassing van het RGB van het communautaire openbaar ambt volgens het belang van de spreiding die aangepast moet worden:

Loonschalen (1) et (2): gedeeltelijke aanpassing aan 71 %

Loonschaal (3): volledige aanpassing aan 100 %

- Er wordt niet voorzien in een aanpassing betreffende de loonschalen van de kleuteronderwijzers

Uitvoering van het raamakkoord 2001 / 2005 voor de non-profitsector van de Franse
 Gemeenschap Wallonië - Brussel - 1^{ste} fase effectief op 1 oktober 2001

van toepassing op de sector 'MILIEUX D'ACCUEIL D'ENFANTS'

LOONSCHALEN

Jaarbasis aan 100 %
 Geherwaardeerd op 1 OKTOBER 2001

Bedragen uitgedrukt aan 100 %
 (op 01/01/1990)

Administratiefpersoneel Niveau opsteller (4)			Personeel materiële voorzieningen Onderhoud en keuken (5)		
	Belgische frank	Euro		Belgische frank	Euro
20/0	482.011	11948,74	18/0	474.511	11762,81
1	485.677	12039,63	1	477.511	11837,18
2	489.344	12130,51	2	480.511	11911,54
3	496.197	12300,39	3	491.511	12184,23
5	499.284	12376,92	5	492.711	12213,97
7	502.247	12450,37	7	493.911	12243,72
9	527.729	13082,05	9	510.861	12663,90
11	552.545	13697,24	11	512.061	12693,65
13	574.794	14248,76	13	513.261	12723,40
15	600.127	14876,76	15	530.961	13162,17
17	621.958	15417,93	17	532.161	13191,91
19	644.206	15969,46	19	533.361	13221,66
21	666.455	16520,98	21	534.561	13251,41
23	688.695	17072,30	23	535.761	13281,16
25	710.943	17623,83	25	536.961	13310,90
27	733.192	18175,35	27	538.161	13340,65
29	755.440	18726,88			
31	759.691	18832,25			

- Overeenkomstig de bepalingen in artikel 4 tot 6 van de CAO van 10 december 2001 worden de hierboven vermelde bedragen berekend met verwijzing naar de "RGB" - Révision Générale des Barèmes van toepassing op de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap:

Vooruitgang RGB:

	Loonschaal (4)	Loonschaal (5)
Anciënniteit;		
0 – 2 jaar	200/1	400/2
3 – 8 jaar	201/1	401/2
9 – 14 jaar	202/1	402/2
15 jaar en meer	210/1	410/2

De herwaardering die gebeurt in de 1^{ste} fase van het Akkoord 2001/2005 dekt een gedeeltelijke of gehele aanpassing op het RGB van het communautair openbaar ambt volgens het belang van de spreiding die moet aangepast worden:

Loonschaal (4): gedeeltelijke aanpassing gespreid van 33,33 % (anciënniteit van 0 tot 4 jaar) tot 25 % (anciënniteit 5 jaar) en 16,67 % vanaf 7 jaar anciënniteit,

Loonschaal (5): gedeeltelijke aanpassing tot 50 %.

- Gewaarborgd minimumloon op 21 jaar: 37.710 frank per maand of 934,81 euro
 (aan 100 %) 229 frank per uur of 5,6770 euro

**Uitvoering van het raamakkoord 2001 / 2005 voor de non-profitsector van de Franse
 Gemeenschap Wallonië - Brussel - 1^{ste} fase effectief op 1 oktober 2001**

van toepassing op de sector 'MILIEUX D'ACCUEIL D'ENFANTS'

LOONSCHALEN

**Geïndexeerd maandbedrag -
 Herwaardering op 1 OKTOBER 2001 -**

Spilindex: 107,30 (1996=100)
 Liquidatiepercentage: **126,82 %**
 Van kracht vanaf 1/6/2001

Omkaderingspersoneel								
verpleegkundige - S.A. en andere geïndexeerde (1)			Gebrevetteerd verpleegkundige (2)			Kinderverzorg(st)er (3)		
	Belgische frank	Euro		Belgische frank	euro		Belgische frank	Euro
ancienniteit 23/0	71.183	1764,58	20/0	60.648	1503,43	18/0	55.167	1367,55
1	72.390	1794,51	1	61.801	1532,01	1	55.801	1383,27
2	73.598	1824,44	2	62.954	1560,59	2	56.435	1398,98
3	76.606	1899,01	3	64.407	1596,62	3	57.809	1433,04
5	78.949	1957,10	5	66.648	1652,17	5	58.908	1460,29
7	81.293	2015,19	7	68.998	1710,42	7	60.007	1487,53
9	87.985	2181,09	9	72.085	1786,94	9	62.850	1558,01
11	90.328	2239,18	11	74.872	1856,02	11	63.949	1585,25
13	92.672	2297,27	13	77.549	1922,40	13	65.048	1612,50
15	96.853	2400,93	15	81.427	2018,53	15	67.891	1682,97
17	99.196	2459,02	17	84.105	2084,91	17	68.990	1710,22
18	101.832	2524,35						
19	104.091	2580,34	19	86.783	2151,28	19	70.089	1737,47
21	106.349	2636,33	21	89.460	2217,66	21	71.188	1764,71
23	108.608	2692,32	23	92.138	2284,03	23	72.287	1791,96
25	110.867	2748,32	25	94.815	2350,41	25	73.387	1819,20
27	113.169	2805,39	27	97.493	2416,78	27	74.486	1846,45
29	114.857	2847,24	29	100.170	2483,16	29	75.585	1873,70
			31	102.084	2530,59			

- Overeenkomstig de bepalingen in artikel 4 tot 6 van de CAO van 10 december 2001 worden de hierboven vermelde bedragen berekend met verwijzing naar de "RGB" - Révision Générale des Barèmes van toepassing op de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap:

Vooruitgang RGB :

	Loonschaal (1)	Loonschaal (2)	Loonschaal (3)
Ancienniteit:			
0 – 2 jaar	250/3	200/2	300/2
3 – 8 jaar	251/3	201/2	301/2
9 – 14 jaar	252/3	202/2	302/2
15 jaar en meer	260/3	210/2	310/2

De opwaardering die is gebeurd in de 1^{ste} fase van het Akkoord 2001/2005 dekt een gedeeltelijke of totale aanpassing van het RGB van het communautaire openbaar ambt volgens het belang van de spreiding die aangepast moet worden:

Loonschalen (1) et (2): gedeeltelijke aanpassing aan 71 %

Loonschaal (3): volledige aanpassing aan 100 %

- Er wordt niet voorzien in een aanpassing betreffende de loonschalen van de kleuteronderwijzers

**Uitvoering van het raamakkoord 2001 / 2005 voor de non-profitsector van de Franse
 Gemeenschap Wallonië - Brussel - 1^{ste} fase effectief op 1 oktober 2001**

van toepassing op de sector 'MILIEUX D'ACCUEIL D'ENFANTS'

LOONSCHALEN

**Geïndexeerd maandbedrag of uurloon
 - Herwaardering op 1 OKTOBER 2001 -**

Spilindex: 107,30 (1996=100)
 Liquidatiepercentage: **126,82 %**
 Van kracht vanaf 1/6/2001

Administratief personeel Niveau opsteller (4)			Personeel materiële voorzieningen Onderhoud en keuken (5)					
Ancienniteit	Belgische frank	Euro	Per maand			Per uur		
				Belgische frank	euro		Belgische frank	Euro
20/0	50.941	1262,78	18/0	50.148	1243,13	18/0	304,54	7,5494
1	51.328	1272,39	1	50.465	1250,99	1	306,47	7,5971
2	51.715	1281,99	2	50.782	1258,85	2	308,39	7,6448
3	52.440	1299,95	3	51.944	1287,67	3	315,45	7,8199
5	52.766	1308,03	5	52.071	1290,81	5	316,22	7,8389
7	53.079	1315,80	7	52.198	1293,96	7	316,99	7,8580
9	55.772	1382,55	9	53.989	1338,36	9	327,87	8,1277
11	58.395	1447,57	11	54.116	1341,51	11	328,64	8,1468
13	60.746	1505,86	13	54.243	1344,65	13	329,41	8,1659
15	63.423	1572,23	15	56.114	1391,02	15	340,77	8,4475
17	65.731	1629,42	17	56.240	1394,17	17	341,54	8,4666
19	68.082	1687,71	19	56.367	1397,31	19	342,31	8,4857
21	70.433	1745,99	21	56.494	1400,45	21	343,08	8,5048
23	72.784	1804,26	23	56.621	1403,60	23	343,85	8,5239
25	75.135	1862,54	25	56.748	1406,74	25	344,62	8,5430
27	77.486	1920,83	27	56.875	1409,88	27	345,39	8,5621
29	79.837	1979,12						
31	80.287	1990,26						

- Overeenkomstig de bepalingen in artikel 4 tot 6 van de CAO van 10 december 2001 worden de hierboven vermelde bedragen berekend met verwijzing naar de "RGB" - Révision Générale des Barèmes van toepassing op de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap:

Vooruitgang RGB :

Ancienniteit:		Loonschaal (4)	Loonschaal (5)
0 - 2 jaar		200/1	400/2
3 - 8 jaar		201/1	401/2
9 - 14 jaar		202/1	402/2
15 jaar en meer		210/1	410/2

De opwaardering die is gebeurd in de 1^{ste} fase van het Akkoord 2001/2005 dekt een gedeeltelijke of totale aanpassing van het RGB van het communautaire openbaar ambt volgens het belang van de spreiding die aangepast moet worden:

Loonschaal (4): gedeeltelijke aanpassing gespreid van 33,33 % (ancienniteit van 0 tot 4 jaar) tot 25 % (ancienniteit 5 jaar) en 16,67 % vanaf 7 jaar ancienniteit,

Loonschaal (5): gedeeltelijke aanpassing tot 50 %.

- GewaARBorgd minimumloon op 21 jaar: 47.824 frank per maand of 1185,52 euro
 (aan 100 %) 290,42 frank per uur of 7,1995 euro